

Juan Branco

Treize pillards

Petit précis de la Macronie

AU DIABLE VAUVERT

Du même auteur

RÉPONSES À HADOPI, Capricci, 2011

DE L'AFFAIRE KATANGA AU CONTRAT SOCIAL GLOBAL, Institut universitaire Varenne, 2015

L'ORDRE ET LE MONDE, Fayard, 2016

D'APRÈS UNE IMAGE DE DAESH, Éditions Lignes, 2017

CONTRE MACRON, Éditions Divergences, 2019

CRÉPUSCULE, Au diable vauvert - Massot Éditions, 2019

ASSANGE, L'ANTI-SOUVERAIN, Les Éditions du Cerf, 2020

LA RÉPUBLIQUE NE VOUS APPARTIENT PAS, Au diable vauvert, 2020

ABATTRE L'ENNEMI, Michel Lafon, Au diable vauvert, 2021

ISBN : 979-10-307-0507-2

© Éditions Au diable vauvert, 2022

Au diable vauvert
La Laune 30600 Vauvert

www.audiable.com
contact@audiable.com

« La théorie se change [...] en force matérielle, dès qu'elle saisit les masses. La théorie est capable de saisir les masses, dès qu'elle argumente *ad hominem*, et elle argumente *ad hominem* dès qu'elle devient radicale. Être radical, c'est saisir les choses à la racine, mais la racine, pour l'homme, c'est l'homme lui-même. »

Marx, *Critique de la philosophie du droit de Hegel*

Sommaire

Introduction	9
1. Édouard Philippe	13
2. Xavier Niel	27
3. Benjamin Griveaux et Gabriel Attal	37
4. Arnaud Lagardère	45
5. Bruno Roger-Petit	49
6. Anne Lauvergeon	51
7. Thierry Breton	53
8. Martin Hirsch	57
9. Fabrice Fries	63
10. Marie Fontanel, Agnès Buzyn et Anne-Marie Armanteras de Saxcé	69
11. Jean-Marie Messier, Patrick Klugman, Gérard Mestrallet et Matthias Fekl	73
12. De Marc Guillaume à Evan Spiegel, en passant par Emmanuel Macron	77

13. Arnaud Montebourg, Hervé Vinciguerra et Blast	91
Postface	99

Introduction

L'ambition se paye en corps d'hommes et de femmes. Les jeunes premiers à la mine tantôt séduisante, tantôt inquiétante, qui se présentent régulièrement à vous sur les plateaux de télévision, dans les organes de presse, font mine de ne pas en avoir conscience. Pourtant, c'est sur les cadavres de Français que se construiront leurs carrières.

Oh, l'on vous parlera bien souvent de ces droits politiques censés vous préserver des rivières de sang que tout pouvoir charrie. L'on fait alors mine d'oublier que ces droits politiques ne servent que par ricochet les populations. Ils protègent avant tout les concurrents au pouvoir, et leurs féaux. Ils sont le fruit d'un pacte tacite : si vous participez, d'une façon ou d'une autre, à la course pour le pouvoir, nous vous assurons que vous ne perdrez en retour ni liberté, ni prospérité.

Au contraire, en participant à ces joutes qui donneront l'impression aux populations qu'il y a bien liberté

de choix, et donc, quelque part, une forme d'espoir en ce que les élections et leur droit de vote aient une utilité, vous serez rémunéré.

Car c'est une donnée qui ne change pas: le pouvoir, quel que soit le régime par lequel il s'exerce, a toujours la même nature. Il est toujours composé du même mélange de stupre et de sang, de violences et de laideurs que des couches de maquillage, draperies, tissus et beaux discours viendront orner.

Pourquoi pensez-vous que les cours aiment tant s'appareiller aux plus grands artistes et philosophes, peintres et littérateurs?

Pourquoi pensez-vous qu'à ces êtres sont accordées de telles importances, et que de telles sommes se voient dépensées, d'apparence, *en vain*, afin de les alimenter?

C'est bien car il nous faut masquer les flatulences et gabegies, lendemains d'orgies et avaries que produisent les pyramides en leurs sommets, et que des millions de sujets seront chargés de payer.

La politique est une affaire de corps. De ces corps que l'on expose au quotidien, exploités pour alimenter ce système qui, en bout de course, abattra quiconque tentera de le changer, plutôt que de simplement, après mille promesses, s'y insérer pour le perpétuer.

Jeter une lumière crue sur ce système, en montrer le réel et non pas une légende, s'interdire de concourir

à la course de petits chevaux à laquelle on ne cesse de vous inviter, afin que vous fassiez allégeance, et que vos maîtres eux-mêmes fassent allégeance, est un crime de lèse-majesté.

Résister et dévoiler, non pour produire du scandale, c'est-à-dire pour alimenter la machine et obtenir que telle personne soit remplacée par telle autre, au nom d'une supposée moralité, mais par amour du réel et des populations, afin de leur enjoindre de s'émanciper, cela, cela ne peut être pardonné. Libérer de la croyance en ces fictions et personnages fabriqués afin de nous faire adhérer à un système pensé pour nous exploiter, et non simplement pour s'y introduire, est un péché capital qui amènera quiconque se voue à cette furieuse entreprise non seulement à la haine, mais à se voir entièrement dévasté.

À se voir attaqué sur ce qui de plus précieux doit demeurer : la possibilité d'aimer.

Cet ouvrage est un pourquoi. Lisez-le attentivement. Comprenez comment se fabriquent les légendes, en comparant les mots qu'ici vous lirez, à la façon dont l'on vous avait jusqu'alors tout cela conté.

Et comprenez. Comprenez que le pouvoir est purulence pestilentielle, avidité qui ne changera jamais. Et que la seule façon de vous en protéger sera de le prendre pour

vous y imposer, ou de le fuir, et de, superbement, l'ignorer, jusqu'à le soumettre à vos pieds.

Pensez à tous ceux qui, pris dans les légendes, croient encore à ce que l'on cherche à leur raconter, parfois à leur propre sujet. Pensez à nos prisonniers. Ne les prenez pas en pitié, voyez-vous en eux, et comprenez que, comme eux, vous aussi avez été un jour enchanté.

Luttez contre cette malédiction. Armez-vous. Et, au moment où vous le pourrez, entrez en cette histoire qui vous a été depuis tant volée.

Vous êtes la France. Vous êtes notre beauté. C'est à vous et à personne d'autre de maintenant se lever.

1. Édouard Philippe

Avant de devenir Premier ministre, Édouard Philippe, haut fonctionnaire et élu de son état, avait profité des réseaux accumulés lors de son glorieux parcours pour devenir directeur du lobbying chez Areva, géant du nucléaire d'État où il occuperait un poste extrêmement rémunérateur pendant trois ans.

Rembobinons. M. Philippe se voit octroyer une charge électorale – c'est ainsi que les partis, sous la V^e République, considèrent leurs investitures. Cette charge électorale, par nature temporaire, lui est naturellement dévolue en tant que conseiller d'État, charge aristocratique attribuée elle, non par les partis, mais par l'État, suite à un « concours » réservé aux classes dominantes de notre nation, charge qui lui garantissait, contre quelques heures de travail par semaine, une confortable rémunération à vie depuis que

ses 22 ans avaient été acquis. Cela lui permettait de faire face aux aléas de l'élection et aux variations de l'humeur populaire – pourtant fortement corsetée par un système médiatique et électoral ne laissant que peu de place à la surprise –, et de s'engager sans rien risquer dans les courses de petits chevaux que la bourgeoisie aime tant organiser. Ainsi vaquait-il, touchant des milliers d'euros sans s'efforcer, depuis que l'adolescence l'avait quitté.

Mais Philippe ne s'en satisfaisait pas. Après quelques années de progression, voyant sa carrière freinée suite à la malheureuse affaire de corruption qui allait toucher son parrain, Alain Juppé, il se proposait à son tour et en attendant de faire de l'argent. Enfin, mesurons. Nous disons « faire », mais nous devrions plutôt dire prélever, tant la construction semble en de telles mains impossible. Sans talent, dénué d'une quelconque expertise ou expérience professionnelle¹, il profitera de ses quelques semaines passées à conseiller le très cher Alain Juppé, nommé au ministère de l'Environnement après avoir été reconnu coupable de quelques menues affaires que la pudeur nous exige de ne pas détailler, pour s'auto-nommer dans l'une

1. La prostitution – l'on dit pantouflage – d'un haut fonctionnaire dans un cabinet d'avocats d'affaires états-unien afin d'y vendre tous les capitaux que l'État lui avait permis d'accumuler, ses réseaux, ne pouvant décemment être considérée comme une « expérience professionnelle » d'une quelconque légitimité.

de ces anciennes entreprises d'État où les limites concernant la rémunération manquent de s'appliquer.

C'est ainsi que notre cher Édouard, 37 ans, se trouva propulsé directeur des relations institutionnelles auprès d'Areva au moment où l'entreprise faisait disparaître 4 milliards d'euros de fonds publics dans le cadre d'une affaire de corruption qui l'amènerait, quelque temps plus tard, à faire faillite, licencier plusieurs milliers d'employés et faire monter la facture d'électricité de l'ensemble des Français.

Quelle y fut sa fonction? Comme tout directeur du lobbying: couvrir la pourriture que d'autres semblables engrangeaient, jouer le rôle d'engrenage qu'un jour un autre pour lui jouerait. Engraisser pour s'engraisser, sans ne jamais travailler. A-t-on depuis sérieusement enquêté sur la disparition de ces sommes folles, dont il est acquis à ce stade qu'elles servirent à financer des hommes politiques français – Patrick Balkany en bénéficia à la modeste hauteur de 4 à 8 millions d'euros – et étrangers? Non. Édouard Philippe aura-t-il jamais été interrogé à ce sujet? Non. Comme il n'aura jamais été interrogé au sujet de l'attribution de millions d'euros de subventions à Sciences Po Paris, menée au titre de ses fonctions de maire adjoint du Havre, suite au recrutement de sa femme par l'institution. Comme il n'aura jamais été interrogé sur l'utilisation des moyens de la

mairie pour financer les sommets que Jacques Attali, *sur ses terres*, organiserait, en échange de services politiques bien sentis. Comme il n'aura jamais été interrogé au sujet de son *pantouflege* – c'est-à-dire sa prostitution – au sein d'un cabinet d'avocats anglo-saxon après avoir intégré le Conseil d'État, cabinet aux rémunérations extravagantes d'où il aiderait des entreprises étrangères à gagner des contentieux contre l'État, c'est-à-dire contre nous, Français, qui l'avions rémunéré pour étudier puis lui avions donné, au sein dudit Conseil, la charge de juger au nom du peuple français des affaires dans lesquelles d'autres puissances il finirait par conseiller.

Édouard Philippe n'aura pas plus été interrogé, en quatre ans de *mandat*, une fois Premier ministre nommé, sur son rôle dans l'élaboration, l'adoption et l'exécution des violences politiques qui blessèrent, entre 2018 et 2020, 2 500 citoyens qui réclamaient égalité et dignité et surtout, fin des pillages systématiques qu'ils étaient chargés de payer. Ni sur les 10 000 arrestations, ou encore les lycéens agenouillés par un fragment avarié des forces de l'ordre mises au service de ses intérêts, qui intervinrent pendant la période mentionnée, afin d'assurer que personne ne vînt remettre en cause le système auquel il participait. Ni sur les instructions données par son gouvernement auxdits gendarmes et policiers pour taper, éborgner, mutiler jusqu'à ce que la peur les amène à se défaire et s'écraser.

Nulle question ne lui serait posée sur ces sujets, ni sur le remplacement du préfet de police de Paris, Michel Delpuech, par Didier Lallement, après que le premier eut refusé d'appliquer des ordres illégaux qui consistaient à faire déferler gendarmes et policiers sur leurs frères engagés. Ni sur les mensonges propagés par son gouvernement sur la taxe carburant – mensonges qui firent naître la plus grave crise sociale de notre modernité –, cette taxe qu'il présentait comme devant financer la transition écologique, mais pourtant effectivement créée pour pérenniser les allègements de charges des grandes entreprises et ainsi transférer 7 milliards d'euros de l'ensemble de la population vers les plus favorisés.

Sur aucun de ces mensonges qui ravagèrent un pays qu'il ne considéra jamais, mais qu'il n'hésita en aucune circonstance à piller, une quelconque question ne lui fut jamais posée.

On ne l'interrogea jamais également, une fois le massacre acté, sur la gestion d'une crise sanitaire qui, du fait de la destruction de l'EPRUS, des stocks de masques, du désinvestissement chronique et choisi, *au nom de la dette*, au sein des structures hospitalières, par son gouvernement, satura les structures de soins, laissant sans protection des milliers de personnes et confinant tout un pays le temps que l'on trouvât des solutions.

Personne ne lui demanda de comptes sur les délirantes sommes qui avaient été détournées et auraient pu nous épargner les souffrances qu'ainsi il nous infligeait.

Personne ne l'interrogea sur les choix « idéologiques » auxquels il adhéra, et qui nous coûtèrent, pendant cette crise, faute de *moyens* pour la juguler, près de 100 milliards d'euros, et qui l'amènèrent, après avoir rendu infernal le quotidien de millions de Français, sabordant les services publics pour économiser quelques-uns de ces millions qu'à d'autres il faisait gagner, à soviétiser notre pays et distribuer à tous les favorisés des sommes extravagantes, afin de compenser la suspension de leur activité.

On ne l'interrogea pas plus sur la destruction effective de l'université et de la recherche, mises à bas par la multiplication des agences et appels à projets, la diversion des moyens par le truchement du crédit d'impôt recherche et autres mécanismes fiscaux dont le seul but aura été d'accroître la marge des actionnaires, destruction qui nous rendit incapables de proposer une quelconque solution à la *crise sanitaire* qui était ainsi traversée.

Sur le fait que dans certaines disciplines, l'on trouva sous son mandat jusqu'à 250 docteurs candidatant pour un seul et misérable poste de chargé de recherche au CNRS. 250 candidats chargés d'années d'études et de recherches, voués à une éternelle précarité, s'étripant pour un poste dont la rémunération leur permettrait à peine de vivre et se loger, voyant leurs dossiers d'admission évalués dans le cadre d'un entretien de vingt minutes par des professeurs et directeurs débordés, et dont l'on s'étonnerait qu'ils ne

furent en mesure, alors que le pays s'effondrait, de nous aider.

Ce Premier ministre sur lequel personne n'a enquêté avant qu'il ne soit nommé, aura-t-il été interrogé davantage sur ses liens avec le CAC 40, avec les principaux bénéficiaires du CICE qui les gilets jaunes engendraient, cette pérennisation des allègements de charges inventés par Jérôme Cahuzac et Emmanuel Macron, qui retirèrent chaque année 20 milliards d'euros de ressources à l'État pour nourrir ce que le petit Paris avait de plus avarié ? Sur ses relations intimes, par exemple, avec le PDG de Carrefour – le fondé de pouvoir de Bernard Arnault, qui lui-même était devenu le plus proche ami du Président après que Brigitte Macron eut enseigné le français à ses enfants dans une école privée où la mère du ministre de l'Économie, Bruno Le Maire, exerçait ; Bruno Le Maire qui, de concert avec M. Macron et M. Philippe, annihilerait un peu plus encore l'école publique, dont ils avaient été à tout instant préservés, lors des cinq ans qui les vit à nos destinées présider –, Alexandre Bompard donc, qui, alors que cette mesure se préparait, invitait régulièrement son « copain » à dîner dans son appartement parisien aux côtés du gotha et de sa femme, Charlotte, par Édouard Philippe recrutée afin de s'assurer qu'ainsi leurs intérêts à tous seraient protégés, en une orgie concupiscente d'intérêts mêlés aux plus fins mets servis par des domestiques

que nous rémunérions, au moment où les agriculteurs étaient obligés d'envahir les Champs-Élysées pour faire entendre leur voix et demander à ce qu'on les épargnât, à ce qu'une juste rémunération pour lesdits mets leur fût accordée, sans qu'une quelconque considération ne leur fût accordée?

800 millions d'euros d'allègements fiscaux et le recrutement d'une femme quelque peu désœuvrée par un Premier ministre pouvaient, lors d'un dîner où les blagues sur leurs cousins prolos fusaient, être débloqués, tandis que des milliers de tracteurs, en vain, sur les Champs défilaient. Voilà l'époque où l'on vivait.

Bien entendu rien ne filtrait. Et on ne l'interrogeait pas plus, ce Premier ministre si discret sur ces privatisations qu'à tout bout de champ il ordonnait, alors que le pays contre celles-ci se levait, privatisations qui ne profitaient qu'à ses autres camarades qui, de dîner en dîner, l'invitaient.

L'aura-t-on interrogé, avant que le quinquennat ne bascule, sur les raisons qui l'amènèrent à nommer un ancien proche de la pègre, Christophe Castaner, au ministère de l'Intérieur? Une ancienne DRH connue pour son manque d'intégrité au ministère du Travail, puis bientôt à l'OIT? Sur ce qui le ferait propulser une blogueuse transie de débilite, Marlène Schiappa, trop occupée à faire des placements de produits sur Instagram pour défendre les droits des femmes dont elle avait la responsabilité?

Se sera-t-il vu interrogé sur le financement, par son gouvernement, et en parfaite illégalité, d'un « grand débat », série de meetings de propagande préélectorale organisés afin de sauver le président qui l'avait nommé ?

Sur cette parole qu'il eut, pendant le premier confinement, interdisant à une personne de se rendre aux funérailles d'un proche, avant d'enjoindre à la suivante de se précipiter dans le métro pour se rendre sur son lieu de travail, afin qu'elle continuât de produire cette valeur qui *in fine* lui reviendrait ? Sur ses mensonges répétés, qui l'amènèrent à prétendre que lors des confinements nul tri de patients ne fut effectué, que de masques, il n'y avait nécessité, que de vaccins français, l'on pourrait bientôt profiter ?

Sur la mise sur orbite, avec Arnault et son Président, d'un charlatan qui, depuis Marseille, détruirait sciemment l'espace critique qui, par les médias, aurait pu, aux opposants de l'indécence, être octroyé ?

Sur les cent services d'urgence qui, des mois avant que la pandémie ne se déverse, étaient en grève car ils ne pouvaient plus, faute de moyens, soigner ? Sur les milliers de professeurs saturés, au bord de la mort, qui en étaient arrivés à refuser de surveiller le baccalauréat, saccagé sans qu'à aucun moment un débat quelconque, au sein de la société, ne soit organisé ? Sur ce que tout cela, déjà, disait d'un pays effondré ?

Aura-t-il sérieusement été interrogé au sujet de ce « service national » de deux semaines mis en place par son poulain, qui coûterait la modique somme d'un milliard deux, là où 50 millions d'euros peinaient à être mobilisés pour les hôpitaux afin de sauver des personnes qui au quotidien mouraient, afin de complaire aux caprices d'autorité d'un président manquant d'idées? Sur les menaces faites à la liberté de la presse, les 24 % de confiance des Français dans les médias, la protection dont Alexandre Benalla bénéficierait, la suppression de l'ISF, la *flat tax*, décidées au détriment des Français?

Aura-t-il été interrogé sur les promotions de Benjamin Griveaux, Gabriel Attal, Olivier Véran, Jérôme Salomon, tous passés par le cabinet de Marisol Touraine, ministre de la Santé qui décida la suppression de lits et moyens de réanimation, le gel des salaires et recrutements, la suppression de l'institution chargée de préparer les crises pandémiques, la destruction des stocks de masques, au cours d'une pandémie qui les fit nous enrôler?

Sur l'exfiltration vers la mairie de Paris, alors que les premiers malades commençaient à tomber, de la ministre de la Santé, afin de tenter de sauver une élection qui nul autre qu'eux n'intéressait? Sur le maintien des dites élections municipales, priorité des priorités, alors que les services sanitaires, de son propre fait, déjà s'effondraient?